

## REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

### Projet de plan de fermeture du réseau de boucle locale cuivre d'Orange

---

*Du 7 février au 4 avril 2022*

**Question 1.** Les acteurs sont invités à transmettre à l'Autorité leurs analyses, remarques et appréciations relatives au plan communiqué par Orange

### 3. Structure du plan de fermeture du réseau de boucle locale cuivre

---

#### 3.2 Structure en deux phases

Les deux phases envisagées par Orange sont un schéma progressif et adaptatif qui semble bien adapté aux enjeux de cette transition du cuivre vers la fibre.

##### 3.3.1 Maille de la fermeture

La maille communale choisie est en effet plus adaptée que la maille technique, ZANRA ou ZANRO, en terme de communication vers les Usagers finaux. Toutefois, d'un point de vue technique, elle nécessite d'adapter les critères d'éligibilité à la fermeture car, sur une même commune, certains habitants peuvent être desservis par les 4 OCEN et d'autres par seulement 2.

Cette maille communale nécessite donc une plus grande vigilance dans l'application des critères d'éligibilité.

#### 3.4 Phase de transition (2020-2025)

##### 3.4.5 Trois lots annuels de fermeture technique

La montée en puissance progressive des volumes de locaux concernés par la fermeture est saluée.

Les modalités de détermination des communes intégrées à chacun des lots font l'objet de commentaires dans le 4.2 ci-après.

L'expérimentation du jalon d'adaptation du SAV, six mois après la fermeture commerciale, doit être étudiée en amont y compris avec les élus locaux qui seront les premiers relais auxquels s'adresseront les usagers en cas de panne sur leur ligne cuivre. Orange devra détailler au plus vite la manière dont il entend « adapter » son SAV pour permettre aux élus de communiquer auprès de leurs administrés.

Dans le cadre de la détermination du LOT 1, dont la fermeture commerciale est prévue pour novembre 2022, Orange entend demander une dérogation à l'ARCEP concernant le délai de prévenance qui est normalement de **36 mois**. Ce délai serait ainsi réduit à **moins de 9 mois** : ce calendrier paraît pour le moins ambitieux pour pouvoir être appliqué à 113 communes comme le souhaite Orange. En terme

de communication auprès des Usagers finaux, cela paraît aussi précipité : s'agissant des premières fermetures d'ampleur il est important que le grand public saisisse les tenants et les aboutissants de la démarche pour ne pas créer un sentiment de contestation immédiat qui viendrait ensuite ralentir les phases ultérieures. Considérant qu'il y aura, au milieu de cette année 2022, un contexte électoral qui va mobiliser les énergies et les revendications, le report du premier lot de fermeture commerciale au 1T 2023 paraît plus raisonnable.

### **3.5 Phase de fermeture (2026 -2030)**

RAS.

## **4. Mise en œuvre opérationnelle du plan de fermeture du réseau de boucle locale cuivre**

---

### **4.2 Partage avec les opérateurs sur les zones à fermer**

Le plan d'Orange indique que l'opérateur historique déterminera, en partage avec les opérateurs et les délégants des zones RIP, la liste des communes à intégrer dans chaque lot annuel.

Le SIEL-TE s'interroge sur cette notion de « partage » : signifie-t-elle que les Délégants seront consultés avant ou après la finalisation de la liste par Orange ? Pour un avis consultatif ou conforme ? Le plan manque de précision à ce sujet.

Egalement, quel sera le délai dans lequel les élus seront consultés ? Pour un Syndicat comme le SIEL-TE, il sera important de communiquer avec les élus des communes concernées ce qui nécessite d'avoir connaissance de cette liste suffisamment en amont (d'où la remarque sur le délai trop restreint pour la mise en œuvre du LOT 1 de fermeture).

Une commune pourrait-elle refuser de faire partie d'un lot technique, notamment en phase de Transition, si elle estime que certaines contraintes particulières rendent le projet prématuré sur son territoire ?

### **4.3 Mise en œuvre de la fermeture commerciale par zone**

#### **4.3.1 Critère relatif à la couverture de la zone en FTTH**

Orange souhaite revoir le critère relatif à la couverture à 100% de la zone en FTTH pour pouvoir procéder à une fermeture commerciale par zone.

Le SIEL-TE émet une réserve importante sur cette volonté d'Orange, reprise à l'article 6.1.1 du plan de fermeture. En effet, le fait de rendre raccordable 100% des locaux au réseau FTTH assure aux Usagers finaux de pouvoir bénéficier d'une solution alternative à l'ADSL. A défaut d'utiliser le critère du 100% FTTH, il faudrait donc créer un critère 100% THD quelle que soit la technologie (couverture mobile, etc).

Par ailleurs Orange ne précise pas quel taux de couverture il estimerait « suffisant » pour pouvoir procéder à la fermeture commerciale par zone.

De plus, il faut distinguer l'impact entre les clients GP et professionnels : ces derniers ont impérativement besoin d'une solution de remplacement du réseau cuivre performante et présentant

des garanties de rétablissement suffisantes. Cela passe donc nécessairement par une solution câblée, donc en fibre optique.

#### **4.6 Dépose du réseau**

Le plan de fermeture indique qu'Orange prévoit de démonter le réseau et les équipements sauf pour des configurations qui ne permettraient pas une dépose dans des conditions techniques ou économiques raisonnables, sans définir cette notion de « raisonnable ».

Ainsi, qu'advient-il des réseaux dont Orange a décidé, unilatéralement, qu'il lui reviendrait trop cher de les déposer ? Qui en est responsable ? Qui assure leur entretien ?

Par ailleurs, Orange n'apporte pas de précision sur le devenir des appuis communs : en conserve-t-il la propriété avec le maintien de l'offre iBLO ? Prévoit-il de les céder aux OI FTTH ? Conserve-t-il la responsabilité de l'élagage ?

### **5. La gouvernance du plan de fermeture du réseau**

#### **5.2.1 Revue opérationnelle locale OI**

Orange veut mettre en place une cellule mensuelle réunissant un représentant d'Orange, de l'OI local et du Délégué du RIP : le Syndicat valide ce principe d'organisation. Toutefois, cette cellule doit être mise en place 12 mois avant la date prévue de fermeture commerciale : ce délai ne sera pas respecté pour les communes faisant partie du LOT 1 déterminé par Orange, or il paraît essentiel de commencer le travail entre les équipes suffisamment en amont.

#### **5.2.2 Point d'échange Orange / élus locaux**

Le SIEL-TE salue cette démarche de l'opérateur mais souhaite que les délégués des RIP FTTH soient associés à ces points d'échange afin d'assurer la parfaite transparence et cohérence des informations communiquées.

### **6. Les principes de mise en œuvre du plan de fermeture**

#### **6.1.1 Adaptation du critère 100% FTTH**

Orange doit préciser quelle part de locaux raccordables il estime suffisante pour procéder à la fermeture commerciale d'une zone, et concerter l'ARCEP sur ce point. En effet, le décommissionnement du cuivre ne doit pas conduire à laisser des Usagers finaux sans solution, ou avec une solution insuffisante en terme de débit.

A cet égard, le nouveau Code européen des communications électroniques modifie le périmètre du service universel en intégrant à celui-ci l'accès à internet en « haut débit ». En France, il est projeté que le « haut débit » soit défini comme un minimum de débit descendant de 30Mb/s. A défaut d'une solution en FTTH, il convient de s'assurer que la technologie accessible par l'Usager qui n'aura plus accès au réseau cuivre lui permette de disposer d'un niveau de qualité de service équivalent.

### **6.2.1 Mobilisation des OI FTTH**

Le SIEL-TE ayant achevé le déploiement du réseau FFTH THD42, a rendu raccordable 100% des locaux sur le périmètre du RIP.

## **6.3 La nécessité d'adresser les coûts induits**

### **6.3.1 Le démantèlement du réseau**

Orange indique qu'il réalisera et financera le démontage des réseaux et équipements sauf dans des configurations qui ne permettraient pas une dépose dans des conditions techniques ou économiques raisonnables.

Orange doit détailler ce qu'il entend par « conditions techniques ou économiques raisonnables », ainsi que le devenir des infrastructures qui ne seraient pas déposées : qui en est responsable ? Orange continuera-t-il de les entretenir ?

Le SIEL-TE estime que l'ensemble des infrastructures et câbles doivent être déposés, à l'exception des câbles souterrains posés sans gaines.

**Question 2.** Au regard du programme de fermeture du réseau cuivre communiqué par Orange, l'Autorité invite les acteurs à lui transmettre leurs appréciations quant à l'activation de la clause d'une révision tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre en cours du cycle 2021-2023.

La clause de révision tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre permet d'augmenter le tarif du dégroupage pour inciter les opérateurs commerciaux à migrer leurs clients vers des abonnements sur le réseau de fibre optique.

Oui, sous condition que la révision tarifaire impacte les opérateurs commerciaux, mais pas l'utilisateur final.

\* \* \*